

Questions orales

L'ÉCONOMIE

L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE NATIONALE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Soit dit en passant . . .

Des voix: Règlement!

M. Johnston: Le premier ministre est un ancien résident de la circonscription de Saint-Henri-Westmount. Lorsqu'il y retournera, dans un avenir pas trop lointain, je l'espère, je me ferai un plaisir de lui en expliquer la géographie. A son retour comme simple citoyen, je veux dire.

[Français]

Alors, j'aimerais poser une deuxième question cette fois au ministre des Finances.

La semaine prochaine, monsieur le Président, il y aura ici un spectacle: la Conférence nationale sur l'économie. Environ 136 personnes seront invitées à y assister. Selon l'ordre du jour, que j'ai lu, plusieurs questions concernent nos rapports avec les États-Unis. J'aimerais donc bien savoir si le gouvernement aura déjà pris position. Cinq jours avant le sommet à Québec, va-t-il éliminer ces questions de l'ordre du jour ou est-on justifié de présumer que ce sera vraiment du «showbiz» la semaine prochaine ici à Ottawa?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'espère que le très honorable chef de l'opposition lui réservera une place et que le député viendra assister à la conférence pour se rendre compte par lui-même de l'opinion d'une grande variété de Canadiens. Il s'agira probablement de la discussion la plus ouverte de questions économiques que le pays ait jamais vue dans toute son histoire. Elle contribuera énormément à la compréhension des divers problèmes économiques, de leur complexité et de leur corrélation, et devrait également contribuer beaucoup aux prises de décisions que le gouvernement aura à faire dans les semaines à venir.

Pour répondre plus précisément à la question du député, je dirai qu'aux entretiens de Québec on ne prendra aucune décision susceptible d'exclure certains sujets du large éventail de questions sur lesquelles porteront nos discussions. Nous tiendrons très sérieusement compte des résultats de cette conférence dans l'élaboration de notre budget de même que dans d'autres domaines où nous aurons à prendre des décisions. Nous fondons de grands espoirs sur cette conférence et j'espère y voir le député.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord souhaiter aussi la bienvenue au premier ministre, de retour de son important voyage.

Récemment à la Chambre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et l'ancien ministre de la Défense nationale ont affirmé que, avant d'installer des armes nucléaires au Canada, les États-Unis devront obtenir au préalable le consentement du gouvernement fédéral. Est-ce encore la politique du gouvernement?

Mon entretien avec le secrétaire général, M. Gorbatchev, a été des plus fructueux. Je lui ai fait part de la volonté sincère de tous les Canadiens et de tous les partis politiques de participer pleinement à la recherche d'une paix durable. J'ai exposé les préoccupations exprimées à la Chambre des communes par de nombreux députés de tous les partis politiques. La volonté nationale du gouvernement du Canada de jouer un rôle constructif et effectif dans ce domaine ne fait aucun doute. Le secrétaire général nous a été fort reconnaissant non seulement de l'intérêt que nous portons à la question mais aussi de notre détermination de la voir aboutir. J'étais très heureux d'avoir l'occasion de participer, ne serait-ce que modestement, à cette démarche.

LES EXPORTATIONS CANADIENNES—LA PRESSION DE LA SURTAXE DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, comme le sait le premier ministre, les États-Unis prévoient essayer un important déficit commercial pour l'année en cours. Selon des estimations modestes, il serait de l'ordre de 123 ou 125 milliards de dollars. Il y a des raisons de croire que des pressions croissantes s'exerceront en faveur de l'imposition d'une surtaxe sur les importations, par exemple. C'est la rumeur qui court cette semaine. Comme le sait le premier ministre, cela aurait des conséquences catastrophiques pour l'économie canadienne. Il se rappellera que lorsque nos voisins ont pris pareille mesure en 1971, nous avons perdu quelque 40,000 emplois du jour au lendemain. Les conséquences seraient beaucoup plus graves cette fois-ci.

J'espère que le premier ministre profitera de la conférence au sommet avec le président des États-Unis pour aborder cette question bien précise et pour le prévenir des risques que cela comporte pour l'économie. J'espère qu'il traitera sérieusement du genre de sujets soulevés par le chef de l'opposition et que cette conférence ne sera pas, à l'instar de la Conférence des premiers ministres dont j'ai été malheureusement témoin, tout simplement une longue séance de prise de vues. Peut-il nous en donner l'assurance?

• (1125)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je sais que mon honorable ami de Westmount—à moins qu'il ait déménagé à Saint-Henri en mon absence—n'est pas satisfait de la Conférence des premiers ministres. Il est habituellement mécontent quand il prend place dans l'auditoire.

La Conférence des premiers ministres semble avoir plu aussi bien au peuple canadien qu'aux premiers ministres provinciaux. Évidemment, cela ne peut être qu'un sujet de grande inquiétude et de mécontentement pour les libéraux.

Je puis assurer à mon honorable ami que nous sommes parfaitement conscients de l'importance de la question commerciale et que c'est justement pour cela que nous nous efforçons tellement d'améliorer les relations entre nos deux pays et de faire que le Canada ne soit pas victime d'une initiative comme celle que signale le député. Nous espérons avoir l'occasion de nous assurer que les relations commerciales entre nos deux pays sont à leur meilleur et non troublées de quelque façon que ce soit.